



PRESTATIONS D'ACCÈS À UN SERVICE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS EXPERT SUR LES ENTREPRISES EN FRANCE ET SUR LEUR TÊTE DE GROUPE FRANÇAISE OU ÉTRANGÈRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

Siège

15 rue des Minimes - CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex
Téléphone : 01 56 65 89 98
Télécopie : +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr
Établissement public national
créé par la loi n° 51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	3
2	FORME DU MARCHÉ	3
3	ALLOTISSEMENT	3
6	PRIX DES PRESTATIONS	4
7	VARIATION DANS LES PRIX	4
8	REGLLEMENT DES COMPTES	5
9	PENALITES DE RETARD	6
10	CESSION DE CREANCE	7
11	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	7
12	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR	9
13	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	9
14	CONFIDENTIALITE	9
15	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	9
16	CONFORMITE AU RGPD	10
17	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS	11
18	DOCUMENTS A PRODUIRE	11
19	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	11
20	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	11
21	RESILIATION	12
22	REGLLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
23	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
24	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	12

1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations d'accès à un service de recherche et d'information expert sur les entreprises en France et sur leur tête de groupe française ou étrangère.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

2 FORME DU MARCHÉ

Le marché est composite comprenant une partie ordinaire et une partie sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes en application des articles L.2125-1 et R.2162-2 du code de la commande publique.

La partie ordinaire concerne l'abonnement annuel aux prestations d'accès au service.

La partie accord-cadre concerne les commandes pouvant être passées pour les prestations relevant des prix unitaires indiqués au bordereau des prix.

3 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en lots ainsi définis :

Lot 1: Entreprises en France et leurs têtes de groupe françaises ou étrangères

Lot 2 : Entreprises en France de type « start up »

4 MONTANT ET NATURE DES PRIX DU MARCHÉ

L'accord cadre comprend les montants maximums suivants :

Lot 1: 5 000 € HT par an,

Lot 2: 5 000 € HT par an.

Il s'agit d'un accord cadre à prix mixtes (prix unitaires et prix forfaitaires).

5 COMMANDES

5.1 Prestations à bons de commande

Les prestations à bons de commandes sont celles relevant des prix unitaires indiqués au bordereau des prix.

Le prix forfaitaire d'abonnement au service ne fera pas l'objet de bons de commande et sera commandé par la notification du marché ou par son renouvellement.

5.2 Modalités de passation des commandes

L'INPI adresse ses demandes de prestation au titulaire, fondées sur les bons de commande, en indiquant :

- La référence interne qui devra être reprise par le prestataire dans ses échanges avec l'INPI ;
- Le libellé de la prestation ;
- Les prix appliqués HT et TTC

6 PRIX DES PRESTATIONS

6.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché de sorte qu'aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire, pour l'exécution des prestations.

En ce qui concerne la réalisation des formations prévues par le CCTP, sont inclus dans les prix unitaires du marché :

- La formation
- Les convocations
- La fourniture des supports pédagogiques
- Le cas échéant, l'analyse des besoins et l'évaluation du niveau des stagiaires
- Le rapport de présence
- Tous les frais annexe (déplacement, communication, repas...) qu'aurait à supporter le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations

7 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont ajustables. Ils pourront varier chaque année, à date anniversaire du marché, sur proposition du titulaire et selon le barème en vigueur du titulaire pratiqué vis-à-vis de l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire adressera à l'INPI par lettre recommandée avec accusé de réception les nouveaux tarifs, ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment appliqués. Ces éléments devront être transmis au plus tard 3 mois avant la date d'anniversaire du présent marché.

En l'absence de contestation des nouveaux tarifs par l'INPI, ces derniers seront applicables à compter de la date anniversaire du marché. Une nouvelle version du bordereau de prix unitaires sera fournie par le titulaire à chaque révision de prix, réalisée conformément à ce qui précède.

Ces nouvelles tarifications constitueront une fois pour toutes, la pièce justificative des prix des services facturés par le titulaire pour les commandes notifiées jusqu'à la date d'application du prochain barème.

Si le tarif public est consultable par internet, le titulaire devra fournir à l'INPI un accès à ce catalogue électronique.

Clause de sauvegarde

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

8 REGLEMENT DES COMPTES

8.1 Remise des factures à l'INPI

8.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFAE

- Engagement(s) :



- Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/XX.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

8.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, les prix détaillés des prestations réalisées,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

8.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations forfaitaires seront payables annuellement à terme à échoir, après fourniture des logins fonctionnels permettant l'accès à la plateforme.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

8.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

9 PENALITE POUR INDISPONIBILITE DU SERVICE

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS

En cas d'indisponibilité du service ou de perturbations / ralentissements importants rendant impossible une utilisation normale, l'INPI informe le titulaire de la situation.

Le titulaire dispose alors de 24h à compter de la notification par l'INPI du problème pour rétablir l'accès au service dans des conditions normales.

Au-delà de ce délai, le titulaire se verra appliqué une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 100$$

Dans laquelle

P= montant de la pénalité

V= montant annuel HT du marché

R= nombre de jours ouvrés d'indisponibilité

Sont considérés comme jour ouvrés les jours de semaine (lundi au vendredi), à l'exception des jours fériés.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à une disponibilité de sa plateforme de 99% sur l'année civile. Au-delà de ce pourcentage toute journée d'indisponibilité se verra appliquer une pénalité de 500 € par jour d'indisponibilité entamé. Cette pénalité est cumulative avec la première pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS les pénalités seront applicables sans montant plancher.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

10 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

11 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

11.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

11.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. »

Article R 2193-12 : « Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. »

Article R 2193-13 : « Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. »

*Article R 213-14 : « Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal.
L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. »*

Article R2193-15 : « *L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.* »

Article R 2193-16 : « *Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.* »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

12 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

13 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

14 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

15 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire cède à l'INPI à titre exclusif, l'intégralité de la propriété et de façon non limitative :

- le droit d'exploitation,
- le droit de traduction,
- le droit de reproduction sur tout support, connu ou inconnu,
- le droit de représentation par tous moyens, connu ou inconnu,
- le droit de commercialisation et d'usage,
- les droits d'utilisation, d'adaptation et de modification,



sur les résultats des prestations de recherches qui lui seront commandées pendant toute la durée d'exécution du marché.

L'INPI peut commercialiser et communiquer à ses clients les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs. Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

Si l'INPI est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

L'INPI, s'il fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de quinze jours, de l'assignation qu'il aurait reçue;
- l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

16 CONFORMITE AU RGPD

La prestation ne donne pas lieu à des traitements de données personnelles qui seraient confiées par l'INPI au prestataire.

En revanche, le Titulaire devra garantir que les rapports fournis dans le cadre de l'exécution du présent marché auront été élaborés en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier avec le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD).

Notamment, lorsqu'il consulte des bases de données externes, le prestataire devra s'assurer auprès des producteurs de ces bases qu'elles ont également été produites dans des conditions conformes au RGPD pour l'Union européenne, et conformément à toute réglementation relative aux données personnelles pour les zones hors de l'Union européenne.

17 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

18 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

19 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

20 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.



Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

21 RESILIATION

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

22 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

23 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

24 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
9	14.1

L'acte d'engagement déroge au CCAG-FCS conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1